

Art. 5. De personeelsleden van elke cel van de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering worden elk toegewezen aan de dienst van één enkele Commissaris of Afgevaardigde van de Regering onder het exclusieve hiërarchische gezag waaronder hij ressorteert.

In afwijking van het eerste lid wordt, voor de bepalingen van het statuut die voorzien in de tussenkomst van twee hiërarchische meerderen, de tweede hiërarchische meerdere aangewezen door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering volgens de nadere werkingsregels die zij bepalen.

De Algemene directie voor ambtenarenzaken en personeelszaken van het ministerie betreft de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering, elk voor wat betreft zijn cel, bij elke procedure om in een betrekking van personeelslid van de cellen te voorzien.

Art. 6. De Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering bepalen samen met de secretaris-generaal van het Ministerie de nadere regels voor de gedeelde uitoefening van de bevoegdheidsdelegaties bedoeld in de artikelen 18 tot 35 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De secretaris-generaal van het Ministerie neemt de beslissing waarin deze nadere regels voor de gedeelde uitoefening van delegaties worden geformaliseerd, waarbij in elk geval de lijst van bevoegdheden wordt vastgesteld die aan elke Commissaris en Afgevaardigde van de Regering worden gedelegeerd.

Art. 7. De leden van elke cel van de Commissarissen en Afgevaardigde van de Regering die niet tot het Ministerie behoren, maar ter beschikking worden gesteld van een Commissaris of Afgevaardigde van de Regering, blijven ter beschikking van hem gesteld volgens de nadere regels die van toepassing zijn op deze terbeschikkingstelling. Zonder in het ministerie te zijn geïntegreerd, blokkeren zij de overeenkomstige betrekkingen bedoeld in artikel 2 en geven deze vrij zodra zij ter beschikking worden gesteld.

Zodra dit besluit in werking treedt, stelt de Regering de lijst van de leden van de betrokken cellen op. Ieder betrokken lid ontvangt het uittreksel dat op hem of haar van toepassing is.

Alleen de leden van de cellen die vóór 1 juli 2023 ter beschikking worden gesteld, vallen onder de bepaling bedoeld in het eerste lid.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 7 maart 2024.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JÉHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/002520]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu le «test genre » du 19 février 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2023 ;

Vu le protocole n°590 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 12 décembre 2023;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 18 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil WBE de Wallonie-Bruxelles Enseignement, donné le 22 décembre 2023;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 8 janvier 2024;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 15 janvier 2024 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue et du Comité de direction de l'Entreprise des technologies Numériques de l'Information et de la Communication, réputés favorables en application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 75.375/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Dispositions modificatives*

Article 1^{er}. A l'article 14/6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, les mots « sont nommés à leur demande » sont remplacés par les mots « peuvent être nommés ».

Art. 2. Il est inséré au sein du même arrêté, des articles 14/6/1, 14/6/2, 14/6/3 et 14/6/4 rédigés comme suit :

« Art. 14/6/1. – § 1^{er}. Le membre du personnel contractuel engagé en contrat à durée indéterminée peut être nommé dans l'emploi de recrutement correspondant au niveau de l'emploi dans lequel il est engagé s'il répond aux conditions suivantes :

- 1° être engagé sur un emploi permanent ;
- 2° avoir, à la date de l'introduction de la demande, soit réussi dans les trois dernières années l'épreuve générique ou un test informatisé de l'épreuve spécifique d'un concours de recrutement organisé par le Selor, soit être lauréat d'une réserve valide de recrutement constituée par le Selor d'un niveau égal ou supérieur au niveau de l'emploi dans lequel il est engagé ;
- 3° bénéficiaire d'une mention d'évaluation favorable attribuée en application de l'article 13.

Par « emploi permanent », l'on entend tout emploi occupé par un membre du personnel à l'exception :

- 1° des emplois pour lesquels la Communauté française bénéficie d'une subvention, partielle ou totale, de quelque nature que ce soit qui doit être affectée à l'engagement d'une personne sous contrat de travail ;
- 2° des emplois qui constituent des tâches spécifiques, en application de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française.

Le membre du personnel contractuel nommé en application de l'alinéa précédent qui bénéficiait d'une échelle de traitement plus favorable en sa qualité de contractuel conserve le bénéfice de cette échelle sous le régime qui est le sien à titre contractuel. Dans ce cas, il bénéficie d'un complément de traitement correspondant à la différence entre la rémunération qu'il perçoit en qualité d'agent statutaire et la rémunération attribuée à titre contractuel.

Art. 14/6/2. Le taux de personnel statutaire au sein des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, à l'exception de l'Entreprise publique des Technologies Numérique de l'Information et de la Communication, pris ensemble, doit tendre vers 65 % des emplois permanents visés à l'article 14/6/1, § 1^{er}, alinéa 2.

Le Gouvernement fixe, conformément à la procédure visée aux articles 14/6/3 et 14/6/4, le nombre de membres du personnel contractuel pouvant accéder à la nomination en vue d'atteindre progressivement ce taux.

Art. 14/6/3 § 1^{er}. Le Gouvernement fixe annuellement, pour les Services du Gouvernement, à l'occasion de l'élaboration du budget, le nombre de membres du personnel répondant aux conditions fixées aux articles 14/6 et 14/6/1 qui peuvent accéder à la nomination.

§ 2. Le nombre de membres du personnel pouvant accéder à la nomination chaque année ne peut pas être inférieur au nombre de départs d'agents statutaires constatés depuis le précédent exercice budgétaire.

Par « départ », l'on entend notamment l'admission à la retraite, la démission volontaire de l'agent, la démission d'office ou la révocation, ou tout autre motif pour lequel un agent statutaire quitte les Services du Gouvernement de la Communauté française.

Le Gouvernement peut décider de fixer, outre le nombre d'emploi minimal prévu à l'alinéa 1^{er}, un nombre d'emploi complémentaire ouverts à la nomination. Ce nombre d'emploi est compris entre 1% et 10% des membres du personnel contractuel pouvant accéder à la nomination.

§ 3. Si le nombre de personnes répondant aux conditions fixées aux articles 14/6 et 14/6/1 est plus important que le nombre d'emplois fixé par le Gouvernement en vertu du paragraphe 1^{er}, les nominations s'opèrent sur base de l'ancienneté.

L'ordre de préférence entre les membres du personnel dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la façon suivante :

- 1° l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande ;
- 2° à égalité d'ancienneté de service, l'agent dont l'ancienneté de niveau est la plus grande ;
- 3° à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent le plus âgé.

Les membres du personnel qui seraient surnuméraires sont versés dans une liste et accèdent à la nomination sur base de leur classement dans cette liste quand des nouveaux emplois sont ouverts à la titularisation.

Une nouvelle liste est, le cas échéant, constituée chaque année. Les membres du personnel figurant dans une liste sont nommés prioritairement par rapport aux membres du personnel figurant dans des listes constituées ultérieurement. Les listes ont une durée de validité non limitée.

Art. 14/6/4. § 1^{er}. Les membres du personnel des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII répondant aux conditions fixées aux articles 14/6 et 14/6/1 peuvent accéder à la nomination sous réserve de l'approbation d'un plan annuel de nomination par le Gouvernement.

Le plan de nomination est un document décrivant à minima, pour chaque année, le nombre de membres de personnel pouvant accéder à la nomination et l'impact budgétaire pour l'organisme concerné.

§ 2. Les Services du Gouvernement adressent annuellement au Gouvernement, lors de l'élaboration des budgets, un rapport sur les économies éventuelles constatées via la nomination des membres du personnel depuis le précédent exercice budgétaire.

Sous réserve que les nominations au sein des Services du Gouvernement génère une économie, le plan de nomination est financé par une répartition des budgets économisés au sein des Services du Gouvernement. Cette répartition est réalisée en collaboration avec les Inspecteurs des Finances et les Commissaires du Gouvernement.

Les budgets octroyés doivent être strictement affectés au plan de nomination. Le Conseil d'administration, ou tout organe équivalent, ou le Comité de direction de l'organisme détermine l'utilisation des budgets octroyés. ».

CHAPITRE II. — *Disposition transitoire et entrée en vigueur*

Art. 3. § 1^{er}. Pour les années 2024 et 2025, le nombre d'emplois complémentaires ouverts à la nomination en application de l'article 14/6/3, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII est fixé à 10% des membres du personnel contractuel pouvant accéder à la nomination.

§ 2. Par dérogation à l'article 14/6/4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, le nombre d'emplois ouverts à la nomination au sein des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII est fixé à 10% des membres du personnel contractuel pouvant accéder à la nomination au sein de chaque organisme pour les années 2024 et 2025.

Les nominations au sein des organismes d'intérêt public sont financées par les économies générées par les nominations au sein du Ministère de la Communauté française.

§ 3. Le pourcentage de 10% susmentionné aux paragraphes 1 et 2 est appliqué sur le nombre de membres du personnel contractuel pouvant accéder à la nomination en date du 31 décembre de l'année précédente.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002520]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E."; », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studie, artikel 24 ;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op de “ gendertest » van 19 februari 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 november 2023;

Gelet op het protocol nr. 590 van het Onderhandelingscomité van sector XVII, gesloten op 12 december 2023;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 18 december 2023;

Gelet op het advies van de Directieraad van de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, gegeven op 21 december 2023;

Gelet op het advies van de Raad WBE van Wallonie-Bruxelles Enseignement, gegeven op 22 december 2023;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, gegeven op 8 januari 2024;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs, gegeven op 15 januari 2024;

Gelet op het advies van de Directieraad van het “Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue” en het advies van het Directiecomité van het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, die gunstig worden geacht met toepassing van artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 75.375/4 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2024, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. In artikel 14/6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, worden de woorden “ worden benoemd op hun aanvraag » vervangen door de woorden “ kunnen worden benoemd ».

Art. 2. In hetzelfde besluit worden de artikelen 14/6/1, 14/6/2, 14/6/3 en 14/6/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 14/6/1. – § 1. Het contractueel personeelslid dat aangeworven is met een overeenkomst voor onbepaalde duur, kan worden benoemd in de wervingsbetrekking die overeenkomt met het niveau van de betrekking waarin hij wordt aangeworven, als hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° aangeworven zijn in een vaste betrekking ;

2° op de datum van indiening van de aanvraag geslaagd zijn voor de generieke test of voor een computergestuurde test van de specifieke test van een wervingsexamen georganiseerd door Selor in de afgelopen drie jaren, of geslaagd zijn voor een geldige wervingsreserve die samengesteld is door de Selor op een niveau gelijk aan of hoger dan het niveau van de betrekking waarin hij aangeworven is;

3° een gunstige evaluatievermelding genieten die toegekend wordt overeenkomstig artikel 13.

Onder “ vaste betrekking », wordt verstaan elke betrekking bekleed door een personeelslid met uitzondering van :

1° de betrekkingen waarvoor de Franse Gemeenschap een gedeeltelijke of volledige subsidie van welke aard dan ook geniet, die moet worden toegewezen aan de werving van een persoon met een arbeidsovereenkomst;

2° de betrekkingen die specifieke opdrachten inhouden, overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het contractueel personeelslid benoemd overeenkomstig het vorige lid dat een gunstigere weddeschaal genoot in zijn hoedanigheid van contractueel personeelslid, behoudt het voordeel van deze schaal onder het stelsel van contractueel personeelslid. In dit geval geniet hij een aanvullende wedde die overeenkomt met het verschil tussen de wedde die hij als statutair personeelslid ontvangt en de wedde die op contractuele basis wordt toegekend.

Art. 14/6/2. Het percentage van statutaire personeelsleden binnen de diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut die behoren tot het Comité van sector XVII, met uitzondering van het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën, samen genomen, moet streven naar 65% van de vaste betrekkingen bedoeld in artikel 14/6/1, § 1, tweede lid.

De Regering stelt, overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen 14/6/3 en 14/6/4, het aantal contractuele personeelsleden vast dat voor benoeming in aanmerking komt, met de bedoeling dit percentage geleidelijk te bereiken.

Art. 14/6/3 § 1. De Regering bepaalt elk jaar, voor de diensten van de Regering, bij de opmaak van de begroting, het aantal personeelsleden dat voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 14/6 en 14/6/1 die toegang kunnen geven tot de benoeming.

§ 2. Het aantal personeelsleden die elk jaar voor benoeming in aanmerking komt, mag niet lager zijn dan het aantal vertrekken van statutaire personeelsleden die sinds het vorige begrotingsjaar vastgesteld zijn.

Onder “ vertrek » wordt inzonderheid verstaan het rustpensioen, het vrijwillig ontslag van het personeelslid, het ontslag van ambtswege of de afzetting, of elke andere reden waarvoor een statutair personeelslid de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap verlaat.

De Regering kan beslissen om, naast het minimumaantal betrekkingen bedoeld in het eerste lid, een aantal aanvullende betrekkingen vast te stellen die openstaan voor benoeming. Dit aantal betrekkingen ligt tussen de 1% en 10% van de contractuele personeelsleden die in aanmerking komen voor benoeming.

§ 3. Indien het aantal personen dat voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 14/6 en 14/6/1 hoger is dan het aantal betrekkingen dat door de Regering is vastgesteld krachtens paragraaf 1, vinden de benoemingen plaats op basis van anciënniteit.

De voorkeursvolgorde tussen de personeelsleden wier anciënniteit moet worden vergeleken, wordt als volgt vastgesteld :

- 1° de ambtenaar met de grootste anciënniteit;
- 2° bij gelijke anciënniteit, de ambtenaar met de hoogste niveau-anciënniteit;
- 3° bij gelijke niveau-anciënniteit, de oudste ambtenaar.

Personeelsleden die boventallig zouden zijn, worden opgenomen in een lijst en komen in aanmerking voor benoeming op basis van hun rangschikking in deze lijst wanneer er nieuwe betrekkingen openstaan voor benoeming.

Ieder jaar wordt, indien voorkomend geval, een nieuwe lijst opgesteld. Personeelsleden die op een lijst voorkomen, worden prioritair benoemd ten opzichte van de personeelsleden die op later opgestelde lijsten voorkomen. De lijsten hebben een onbeperkte geldigheidsduur.

Art. 14/6/4. § 1. Personeelsleden van instellingen van openbaar nut die behoren tot het Comité van Sector XVII en voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 14/6 en 14/6/1, komen in aanmerking voor benoeming onder voorbehoud van de goedkeuring van een jaarlijks benoemingsplan door de Regering.

Het benoemingsplan is een document waarin minimaal jaarlijks wordt beschreven hoeveel personeelsleden voor benoeming in aanmerking komen en wat de budgettaire impact voor de betreffende instelling is.

§ 2. De Diensten van de Regering sturen jaarlijks bij het opmaken van de begrotingen een verslag naar de Regering over de eventuele besparingen die vastgesteld worden via de benoeming van de personeelsleden sinds het vorige begrotingsjaar.

Onder voorbehoud dat de benoemingen binnen de Diensten van de Regering besparingen opleveren, wordt het benoemingsplan gefinancierd uit een verdeling van de budgetten gespaard binnen de diensten van de Regering. Deze verdeling gebeurt in samenwerking met de Inspecteurs van Financiën en de Regeringscommissarissen.

De toegekende budgetten moeten strikt worden toegewezen aan het benoemingsplan. De Raad van Bestuur, of een gelijkwaardig orgaan, of het Directiecomité van de instelling bepaalt de besteding van de toegekende budgetten. ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepaling en inwerkingtreding*

Art. 3. § 1. Voor de jaren 2024 en 2025 wordt het aantal bijkomende betrekkingen die openstaan voor benoeming overeenkomstig artikel 14/6/3, § 2, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, vastgesteld op 10% van de contractuele personeelsleden die in aanmerking komen voor benoeming.

§ 2. In afwijking van artikel 14/6/4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, wordt het aantal betrekkingen die openstaan voor benoeming binnen de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren, vastgesteld op 10% van de contractuele personeelsleden die in aanmerking kunnen komen voor benoeming binnen elke instelling voor de jaren 2024 en 2025.

De benoemingen binnen de instellingen van openbaar nut worden gefinancierd door besparingen opgeleverd door de benoemingen binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Het percentage van 10% bovenvermeld in de paragrafen 1 en 2 wordt toegepast op het aantal contractuele personeelsleden die in aanmerking kunnen komen voor benoeming op 31 december van het vorige jaar.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/002522]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;